



REPERES



DG Éducation et culture
Programme pour l'éducation et
la formation tout au long de la vie



CENTRE VIRTUEL DE LA
CONNAISSANCE SUR L'EUROPE



Maison de l'Europe
Toulouse Midi-Pyrénées



PARTENARIAT ÉDUCATIF GRUNDTVIG 2009-2011

L'HISTOIRE DES MOUVEMENTS POLITIQUES EN EUROPE

(La présente notice accompagne la présentation relative aux systèmes politiques en Europe)

Nationalisme



La prise de la Bastille

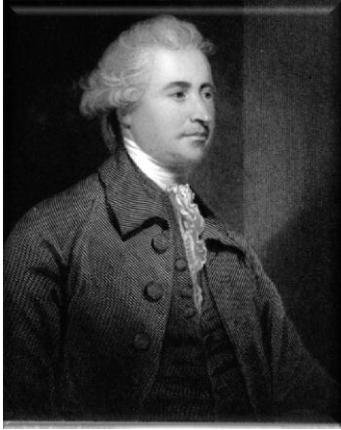
La notion du nationalisme désigne un courant politique, qui émane d'un ensemble de facteurs linguistiques, culturels, historiques et moraux, partagés par une communauté de personnes (peuples, nations) un droit des peuples de disposer d'eux-mêmes (notion d'Etat national) et qui trouve son origine dans la Révolution française.

La pensée nationaliste est caractérisée par le principe, que l'Etat est constitué par le peuple (l'ethnie) et pas le peuple par l'Etat. Ce dogme engendre un conflit entre la revendication des peuples d'un droit à l'auto-détermination et la revendication des Etats de lier leurs habitants en tant que « peuples étatiques » d'une manière loyale et durable ayant pour conséquence des graves tensions au sein des Etats plurinationaux.

Le nationalisme a pour objet, visé à l'extérieur, une délimitation face aux autres et, visé à l'intérieur, une relativisation de l'individu.

Aujourd'hui le droit des nations de souveraineté nationale est ancré dans le droit international (Article 1 et 55 de la Charte de l'Organisation des Nations Unies).

Conservatisme



Edmund Burke

Le conservatisme est une idéologie politique, qui souligne les points forts de la tradition, conserve et affirme l'ordre politique dominant et protège la répartition donnée de pouvoir et d'influence. Par conséquent les trois majeurs principes du conservatisme sont l'identité, la sécurité et la continuité.

Le conservatisme en tant que courant politique s'oppose au progressisme. Il est né en guise de mouvement opposé aux idées de la Renaissance et aux principes de la raison et de la critique.

Le conservatisme s'appuie sur l'affirmation et sur la priorité de la croyance et d'un ordre correspondant (divin ou banal), qui réaffirme l'élément hiérarchique (contrairement à la revendication d'égalité formulée par la Révolution française).

Démocratie chrétienne



Pape Leo XIII
Fondateur du soutien social
© Library of Congress ID cph.3c22745

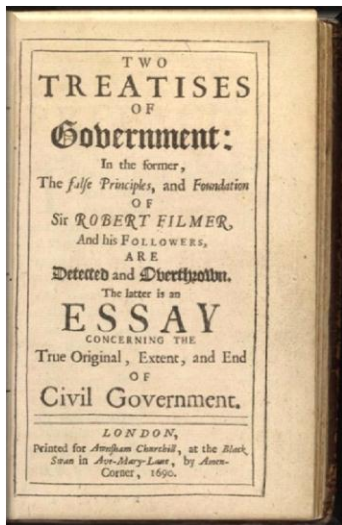
La notion de la démocratie chrétienne est une notion politique, qui englobe des significations multiples. La démocratie chrétienne proprement dite se définit comme une philosophie politique ancrée dans les doctrines sociales catholique et évangélique. A l'origine la notion de la démocratie chrétienne est née en France. Elle ne désignait au début qu'un programme de réforme ecclésiastique. La démocratie chrétienne envisageait le renouveau intérieur de l'Eglise (catholique). Pour cela, on propageait une démocratisation des structures d'organisations.

Cette variation de la démocratie chrétienne a trouvé application uniquement au niveau du soutien social, stipulé par le pape Leo XIII.

Dans le contexte des révolutions bourgeoises et des bouleversements sociaux au fil du procès de l'industrialisation, la démocratie chrétienne a donné naissance à un modèle du catholicisme politique, qui s'opposait au nationalisme, au libéralisme et au socialisme.

Le modèle subit le principe de subsidiarité, fondamental pour la philosophie démocratique et chrétienne, et le principe « vie privée avant vie publique » en tant que priorité de la responsabilité de l'individu avant l'intervention étatique. La démocratie chrétienne a formé des organisations multiples à la fin du XIX siècle et au fil du XX siècle. Hormis la création des partis politiques démocratiques et chrétiens, le mouvement a engendré des syndicats, des associations caritatives et d'autres organisations.

Libéralisme



John Locke's Treatises of Government 1690

Le libéralisme (en latin *liber* : libre, *liberalis* : relative à la liberté, libéral) est une idéologie philosophique, économique et politique, qui a pour but la liberté individuelle comme principe de base de l'ordre économique et social. La liberté individuelle est selon la pensée libérale la norme essentielle et le surface d'une communauté humaine, qui sert pour référence à la constitution de l'Etat et de son ordre politique et économique. Dans le monde occidental le libéralisme est considéré comme la source, sinon comme le synonyme de la perception d'une démocratie moderne et pluraliste.

Le libéralisme était fondamentalement inspiré par la philosophie de la Renaissance à partir de la 2^e moitié du XVII siècle. Souvent il se voit accompagné d'un libéralisme économique. Celui-ci a pour objet l'approbation au capitalisme, à la libre économie du marché et au libre commerce, en guise de fondement, sur lequel des biens et des services sont produits et échangés de gré.

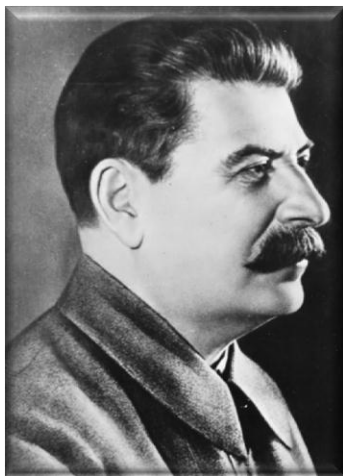
Socialisme



Das Kapital von Karl Marx
Titelseite der Erstausgabe 1867

La notion du socialisme n'était jamais définie d'une manière non-équivoque. Elle englobe des variations multiples, des mouvements sociaux-démocrates et réformistes, en accord avec le parlementarisme et la démocratie, jusqu'aux régimes communistes et totalitaires ou autoritaires d'une origine révolutionnaire (« socialisme réel »). Souvent il s'agit d'une perception de la société, qui considère la propriété à titre privatif comme une source de malheur et qui cherche pour ces motifs la nationalisation de celle-ci. Contrairement au libéralisme la théorie socialiste ne s'appuie pas seulement sur l'égalité des êtres humains devant la loi, mais encore sur l'égalité matérielle à titre effectif (répartition équitable des richesses communes), ayant pour but, dans l'idéal, l'abolition des classes sociales. Par rapport à la stratégie, on peut distinguer deux différents courants de pensée : L'approche réformiste débouche sur la social-démocratie pendant que l'approche révolutionnaire aboutit au socialisme réel.

Socialisme réel



Josef Stalin ca. 1942
© Library of Congress ID fsa.8e00858

Un « socialisme d'une existence effective » était proclamé, à partir de 1917, par des Etats sous le régime d'un parti communiste, régulièrement dans un système monopartite : particulièrement l'Union soviétique avec le PCSU et les Etats membres du « bloque de l'Est » européen alignés sur le régime soviétique depuis 1945. Le socialisme réel en Europe est fortement inspiré par le « stalinisme » de Josef Staline, caractérisé par un régime de terreur rigoureux en faveur d'une industrialisation accélérée, d'une collectivisation de

l'agriculture, d'une homogénéisation ethnique et d'une abolition de toute sorte d'opposition. Malgré que certains de ces systèmes subsistent, le socialisme réel est considéré comme obsolète depuis la chute du mur de Berlin en 1989.

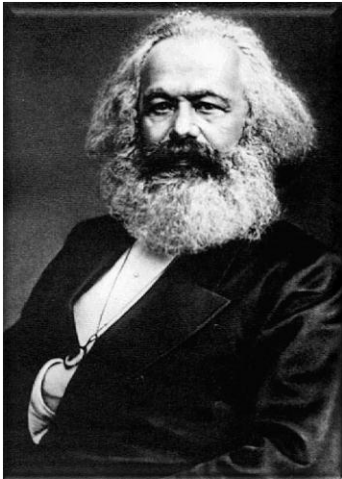
Social-démocratie



Willy Brandt 1980
© Bundesarchiv B 145 Bild-F057884-0009

La social-démocratie désigne un mouvement politique international, présent dans la plupart des pays du monde, qui s'engage pour une société marquée par la liberté et par la paix sociale avec des moyens démocratiques. Jusqu'au début des années 60 du XX siècle, la nationalisation des moyens de production a fait partie des buts du mouvement social-démocratique. La social-démocratie, à l'origine révolutionnaire et socialiste, adaptait au fil du temps des solutions démocratiques aux problèmes sociaux – contrairement à la revendication d'une révolution de la classe ouvrière, proclamé par le mouvement communiste. Dans certains pays la social-démocratie est proche au libéralisme de gauche, qui – contrairement à la social-démocratie – ne contribue pas le rôle majeur à l'Etat face aux solutions des problèmes politiques. Au début, la social-démocratie s'orientait bien plus fortement envers des structures d'une société des classes, particulièrement après la classe ouvrière de l'époque. La social-démocratie ne se voyait jamais liée à une seule nation, mais s'entendait comme un mouvement international. L'Internationale socialiste est la confédération de tous les partis politiques socialistes et sociaux-démocrates à l'échelle mondiale.

Communisme et Marxisme



Karl Marx 1875

Le communisme (en latin *communis* : commun) est une idéologie, qui désigne l'idéal politique d'une société sans classes sociales, dans laquelle la propriété privée est abolie et les moyens de production sont mis en commun, accessible à tout le monde. Le communisme peut être considéré comme l'étape succédant au socialisme, qui est encore caractérisé par des attributs de la société bourgeoise restant à surmonter.

La variation la plus courante du communisme est le marxisme.

La notion du marxisme désigne l'abolition à l'échelle mondiale de la propriété privée des moyens de production et la transformation en propriété commune (nationalisation) par le biais de la montée au pouvoir de la classe ouvrière (dictature du prolétariat), condition indispensable pour la réalisation de la société sans classes sociales. Ce changement révolutionnaire est perçu comme le résultat prévisible des conflits sociaux engendrés par le capitalisme, théorie distincte du « socialisme utopique ».

Œuvre de base reste le Manifeste du Parti communiste, rédigé par Karl Marx et Friedrich Engels, ainsi que le Volume III de l'ouvrage marxien « Das Kapital ». Les auteurs propagent la lutte ouvrière internationale de la classe travailliste contre la bourgeoisie et décrivent la position et la mission des communistes en tant qu'élite décidant au sein des partis politiques conscients des enjeux historiques du mouvement ouvrier.

« Das Kapital » forme le cœur de la théorie sociologique, dénommée « socialisme scientifique » par Marx et connue désormais sous le nom « marxisme ». Contrairement à toutes les perceptions idéalistes et utopiques, elle est caractérisée par un dogmatisme empirique, ce développement étant susceptible d'être manipulé par des événements réels.

Fascisme



Benito Mussolini 1929
© Bundesarchiv Bild 102-08300

Le fascisme (en italien *fascio* : faisceau, ceinture, en latin : *fascis, Fasces*) désigne le mouvement politique créé par Benito Mussolini en 1919, composé d'abord par des troupes de lutte (*fasci di combattimento*), qui s'est récréé après en tant que parti politique (*Partito Nazionale Fascista*) et qui dominait l'Italie de 1922 à 1945.

Dans un sens plus large le fascisme peut être défini en tant que système politique caractérisé par des tendances antiparlementaires, totalitaires et très souvent antisémites se servant d'une communication socio-révolutionnaire. Sous le fascisme monté au pouvoir l'ordre public existant reste généralement intact. Contrairement aux dictatures militaires ordinaires et à d'autres régimes autoritaires, le fascisme est caractérisé par une base de pouvoir élargie, contrôlée par des organisations de masse sous commande strictement centrale. Un attribut typique du fascisme est le conflit entre démocratie, libéralisme et socialisme. Une unification entre parti et Etat est envisagé.

National-socialisme



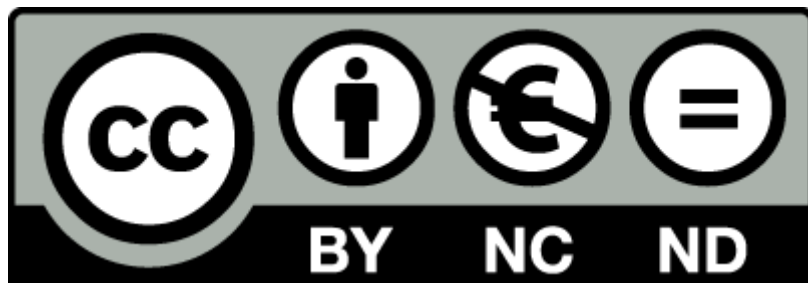
Reichsparteitag der NSDAP 1935
© National Archives and Records Administration

La notion du national-socialisme désigne l'idéologie du mouvement fondé et organisé de manière déterminante par Adolf Hitler (NSDAP : Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei), qui a gagné en influence de 1920 à 1932, s'est développé dans un parti puissant à partir de 1930, qui a déterminé la politique d'Allemagne de 1933 à 1945 et qui s'est effondré en 1945 avec la faillite du Reich allemand.

Le national-socialisme est une idéologie radicalement antisémite, anticomuniste et antidémocratique, qui repose sur

le « Fuehrerprinzip » (principe de dirigisme global). Il se distingue du fascisme par une transformation radicale de l'organisation de l'Etat et une mise au pas maximale de la société. La théorie national-socialiste de « l'hygiène raciale » en faisait partie, ainsi que « la théorie de la conspiration des juifs du monde ». Le national-socialisme opposait le « socialisme national » au socialisme internationaliste et à la social-démocratie et combinait un nationalisme raciste avec certaines revendications anticapitalistes d'origine socialiste tout en rejetant la nationalisation des moyens de production, but principal du socialisme originaire.

CONDITIONS D'UTILISATION :



L'enseignement, c'est d'abord le partage des connaissances, la transmission et l'échange de savoirs. La présente présentation peut être utilisée librement dans le cadre de formations scolaires et extra-scolaires non lucratives. Pensez libre et citez la source !

Avertissement : ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne. Ce document reflète uniquement les opinions de l'auteur. Les partenaires et la Commission ne sauraient être tenus responsables de toute utilisation qui pourrait être faite des informations qui y sont contenues.



REPERES



PARTENARIAT ÉDUCATIF GRUNDTVIG 2009-2011

Avec le concours des Agences nationales :

